

"Conférence de presse de Charles De Gaulle" par Yves Courrière (RTL, 14 janvier 1963)

**Source:** RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Extraits conf. de presse de De Gaulle / Yves Courrière.- Paris: RTL [Prod.], 14.10.1963. RTL, Paris. - SON (00:13:04, Montage, Son original).

**Copyright:** (c) Archives RTL

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"conferance\\_de\\_presse\\_de\\_charles\\_de\\_gaulle"\\_par\\_yves\\_courriere\\_rtl\\_14\\_janvier\\_1963-fr-6527fc32-e629-4b47-b6f2-5e0c5fac1c22.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 21/10/2012

## "Conférence de presse de Charles De Gaulle" par Yves Courrière (RTL, 14 janvier 1963)

[Journaliste] Et maintenant, ouvrons ensemble, si vous le voulez bien, cette édition de notre journal. Édition spéciale, pourrait-on dire, puisqu'elle sera consacrée pour l'essentiel à la conférence de presse du général de Gaulle. D'abord les faits, l'information : huit cents journalistes ont écouté cet après-midi le général de Gaulle pendant près d'une heure trente à l'Élysée. Parmi eux, notre camarade, Yves Courrière.

[Yves Courrière] Quinze heures pile, le rideau qui masque l'entrée située derrière l'estrade s'écarte, tout le monde se lève, le général de Gaulle paraît. Costume bleu foncé, cravate noire à discrets pois blancs, il s'assied devant les micros, les projecteurs s'allument, la conférence est commencée. Le général de Gaulle parle d'abord de la politique intérieure française. Ce ne sera d'ailleurs pas le grand sujet de cette conférence. Notre expansion est en bonne voie, dit-il, travail, ordre, paix nous permettront d'accélérer notre évolution. Ensuite, viennent les réponses aux deux grandes questions. La position de la France face à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun, d'abord. Le président de la République fait un rapide historique de la création de l'Europe des Six et des difficultés qu'il a fallu surmonter avant la signature du traité de Rome. Et pourtant, là, il s'agissait de pays ayant des structures communes. On en arrive à l'Angleterre.

[Général de Gaulle] La nature, la structure, la conjoncture qui sont propres à l'Angleterre diffèrent profondément de celles des continentaux. Comment faire pour que l'Angleterre, telle qu'elle vit, telle qu'elle produit, telle qu'elle échange, soit incorporée au Marché commun, tel qu'il a été conçu et tel qu'il fonctionne ? Par exemple, les moyens par lesquels se nourrit le peuple de Grande-Bretagne et qui est, en fait, l'importation de denrées alimentaires, achetées à bon marché dans les deux Amériques ou dans les anciens dominions, tout en donnant, en accordant, des subventions considérables aux agriculteurs anglais. Ce moyen-là est évidemment incompatible avec le système que les Six ont établi tout naturellement pour eux-mêmes. On a pu croire, parfois, que nos amis anglais, en posant leur candidature pour le Marché commun, acceptaient de se transformer eux-mêmes, au point de s'appliquer toutes les conditions qui sont acceptées et pratiquées par les Six. Mais la question est de savoir si la Grande-Bretagne, actuellement, peut se placer avec le continent, et comme lui, à l'intérieur d'un tarif qui soit véritablement commun, de renoncer à toute préférence à l'égard du Commonwealth, de cesser de prétendre que son agriculture soit privilégiée et, encore, de tenir pour caducs les engagements qu'elle a pris avec les pays qui ont fait partie, qui faisaient partie, ou qui font partie de sa Zone de libre échange. Cette question-là, c'est toute la question. Il est possible qu'un jour l'Angleterre parvienne à se transformer elle-même suffisamment pour faire partie de la Communauté européenne, sans restrictions, sans réserves et de préférences à quoi que ce soit. Et dans ce cas-là, les Six lui ouvriraient la porte et la France n'y ferait pas d'obstacle, bien qu'évidemment la simple participation de l'Angleterre à la Communauté changerait considérablement sa nature et son volume. Il est possible aussi que l'Angleterre n'y soit pas encore disposée, et c'est bien là ce qui paraît résulter des longues, si longues, si longues conversations de Bruxelles.

[Yves Courrière] Le général de Gaulle rend ensuite hommage à l'Angleterre. « Nous devons pour l'instant continuer à coopérer, dit-il, comme nous le faisons déjà. » Et il évoque la construction commune en cours de l'avion supersonique Concorde. C'est ensuite la grande question de cette conférence de presse à propos de l'accord des Bahamas. Quelle est la position de la France face à la création d'une force atomique multilatérale ?

[Général de Gaulle] On m'a parlé de l'affaire, d'actualité, qui pour nous, d'ailleurs, peut ne pas l'être et qui s'appelle l'accord des Bahamas. La France entend avoir en propre sa défense nationale. Il est évident qu'un pays quelconque, et en particulier le nôtre, ne peut pas, par le temps qui court, ne pourrait pas conduire à lui tout seul une grande guerre moderne. Avoir des alliés, et avoir les alliés que nous avons, cela va de soi, pour nous, dans la période historique où nous sommes. Mais, avoir aussi la libre disposition de soi-même et de quoi la garder, dans la mesure de ses moyens, pour un grand peuple, c'est là aussi un impératif catégorique, car les alliances n'ont pas de vertu absolue.

[Yves Courrière] Le général de Gaulle évoque alors la période où les Américains étaient les seuls à posséder l'arme atomique. Ensuite, l'URSS l'a possédée. Les USA, hors de portée des ces armes atomiques

soviétiques, protégeaient l'Europe, seule vulnérable. Mais aujourd'hui, les progrès étant ce qu'ils sont, l'Amérique devient, elle aussi, vulnérable.

[Général de Gaulle] Les Américains se trouvaient, se trouvent, devant l'hypothèse d'une destruction directe et naturellement ils entendent organiser avant tout leur défense directe. Alors, la défense immédiate et, on peut dire, privilégiée, unique de l'Europe, le cas échéant, et le concours militaire des Européens passe pour eux au second plan. Et puis, par-dessus tout, il y a ce fait que la dissuasion est maintenant du côté soviétique et du côté américain. Ce qui veut dire qu'en cas de guerre atomique générale, il y aurait fatalement des destructions épouvantables et peut-être mortelles dans l'un et dans l'autre pays. Dans ces conditions, personne ne peut dire dans le monde, personne dans le monde et, en particulier, personne en Amérique ne peut dire, si, où, quand, comment, dans quelle mesure, les armements nucléaires américains seraient employés à défendre l'Europe. Naturellement, les armements nucléaires américains demeurent la garantie essentielle de la paix mondiale. Et ce fait ainsi que la détermination avec laquelle le président Kennedy s'en est servi sont, eux aussi, apparus en pleine lumière à propos de l'affaire de Cuba. Mais il reste que la puissance nucléaire américaine ne répond pas nécessairement et immédiatement à toutes les éventualités, concernant l'Europe et la France. Aux Bahamas, l'Amérique et l'Angleterre ont conclu un accord et il nous a été demandé d'y adhérer nous-mêmes. Bien entendu, je ne parle de cette proposition et je ne parle que de cet accord parce qu'ils ont été publiés et qu'on en connaît le contenu. Il s'agit de constituer une force atomique, dite multilatérale, dans laquelle l'Angleterre verse les moyens qu'elle a, et ceux qu'elle aura, et où les Américains placent quelques-uns des leurs. Cet accord tel qu'il est conçu, je ne crois pas que personne pense que nous puissions y souscrire. Il nous serait vraiment pas utile d'acheter des fusées Polaris, alors que nous n'avons ni les sous-marins pour les lancer ni les têtes thermonucléaires pour les armer. Sans doute, un jour viendra où nous aurons ces sous-marins et ces têtes, mais le délai sera long, car la guerre mondiale, l'invasion et leurs conséquences nous ont beaucoup retardé dans notre développement atomique. Quand un jour nous aurons ces sous-marins et ces têtes, que vaudront les Polaris ? Et puis, à ce moment-là, vraisemblablement nous aurons des fusées de notre propre invention. Autrement dit, cette affaire n'est pas pour nous d'actualité.

[Yves Courrière] Voilà enfin la dernière réponse à la dernière grande question de cette conférence : l'Allemagne. Réponse dont vous avez déjà entendu de larges extraits à dix-huit heures. Voilà une question, dit à ce propos le général de Gaulle, qui, celle-là, est d'actualité à la veille de la visite du chancelier Adenauer : la coopération entre nos deux pays. Il se produit, poursuit le général de Gaulle, une sorte de découverte réciproque de deux voisins, s'apercevant à quel point l'autre est attrayant. Pour la première fois depuis longtemps, Germains et Gaulois se constatent solidaires stratégiquement et économiquement parlant. Au cours de nos réunions avec le chancelier Adenauer, nous essaierons d'organiser notre coopération mieux qu'elle ne l'est déjà. On posera encore une question sur la contribution de la France au désarmement. Je ne vois pas, dit le général de Gaulle, en quoi le désarmement se pratique. Il est question, périodiquement, de suspension des expériences atomiques américaines et soviétiques, mais cela arrive généralement quand les deux pays viennent d'en faire une série considérable. C'est sur cette boutade qu'à seize heures vingt se termine cette conférence de presse à la française qui aura duré 80 minutes.

[Journaliste] Voilà donc pour ce qui concerne la partie « politique étrangère » de la conférence de presse tenue cet après-midi par le général de Gaulle. Mais le président de la République a également passé, vous le savez, en revue tous les problèmes intérieurs français. Nous les verrons dans un instant avec Raymond Thévenin. Pour l'instant, une courte pause avec Nicole.